

Lieu de l'ERM : Axe Bukombo-Katsiru, ZS de Birambizo, Territoire de Rutshuru

Date de publication : 21/11/2022

Contexte

Description de la crise

Depuis le mois de mars 2022, les zones de santé (ZS) de Rutshuru et de Rwanguba, situées dans le territoire de Rutshuru, Nord-Kivu, sont marquées par la résurgence du conflit entre les rebelles du Mouvement du 23 Mars (M23) et les Forces Armées de la RDC (FARDC). Les combats ont déplacé des milliers de personnes dans l'est de la RDC et ravivé les tensions régionales alors que le M23 a conquis de vastes étendues de territoire dans la province.

Ancienne rébellion, le M23 a en effet repris les armes en début d'année, s'est emparé en juin de Bunagana, à la frontière avec l'Ouganda. Après plusieurs semaines d'accalmie, le M23 est reparti le 20 octobre 2022 à l'offensive, étendant largement les zones sous son contrôle, prenant des localités importantes comme Rutshuru-centre, Kiwanja ou encore Rumangabo. Ces derniers affrontements ont donné lieu à d'importants mouvements de population, en particulier au sein de ces deux ZS mentionnées, mais pas seulement puisque la présence d'environ 6395 personnes de 1279 ménages dans le groupement Bukombo en ZS de Birambizo a été rapportée par les autorités locales, la société civile et les points focaux de veille humanitaire de la zone. Ces déplacés sont arrivés dans la zone pendant la période du 20 au 31 octobre 2022, fuyant la prise par le M23 de plusieurs localités et villages de la collectivité de Bwisha notamment Rutsiro, Ntamugenga, Kalengera/Nyabirehe, Kisegoro, Rutshuru, Kiwanja et les envions de Mabenga.

Faisant suite aux besoins d'information des acteurs humanitaires et à la demande d'OCHA, Concern, avec le soutien du gouvernement américain à travers leur Bureau for Humanitarian Affairs (BHA), a organisé une mission d'évaluation rapide multisectorielle (ERM) dans le cadre du projet SAFER du 10 au 15 Novembre 2022 sur l'axe Bukombo-Katsiru. L'objectif étant d'évaluer les besoins multisectoriels des communautés dans les différentes localités ciblées par l'alerte et de partager les résultats issus de l'ERM au reste de la communauté humanitaire afin d'informer au mieux une éventuelle réponse. L'alerte a été validée le 8 novembre avec le code EH Tools 4504.

Carte route d'accès Birambizo



11/21/2022

1:129,412
0 1 2 4 mi
0 1.75 3.5 7 km
© OpenStreetMap (and) contributors, CC-BY-SA

Source des résultats: ¹	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	4504	4504	4504
Autres codes d'alerte			
Type de crise			
Conflit	98%	5	100%
Epidémie	0%	0	0%
Catastrophes naturelles	0%	0	0%
Autre	2%	0	0%
Date de début de crise	15/10/2022	20/10/2022	20/10/2022
Date de fin de crise	En cours	En cours	En cours
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	7186	9429 9418	8626
Taille moyenne ménages	6,1	-	

Accès physique
Accès sécuritaire
 Présence de la MONUSCO
 Incidents au cours des 2 dernières semaines
Couverture téléphonique

Source: équipe d'évaluation	
Voiture	
Non	
Aucun incident majeur n'a été signalé au cours de ces 2 dernières semaines	
70%	(estimation)

Conséquences humanitaires

Les principales conséquences humanitaires rapportées lors des Groupes de Discussion Communautaire (GDC) sont les suivantes : difficulté d'accès à la nourriture; perte des biens lors des affrontements, notamment des AME; non accès aux services sociaux de base; carence et hausse des prix des produits de première nécessité sur le marché local; hausse des cas de violation des droits humains, notamment l'atteinte à l'intégrité physique et le vol des biens de valeur et d'argent appartenant aux communautés affectées par le conflit dans la zone de provenance.

Lors des entretiens en groupe de discussion, les participants ont également mentionné que l'exposition de la population aux intempéries s'est aussi aggravée, tout particulièrement avec la saison des pluies actuelle, détruisant une partie des récoltes. Ainsi, les communautés autochtones ont notifié une augmentation des prix sur le marché, des vols dans leurs champs et le recours à la récolte de cultures immatures dans les villages d'accueil.

Les communautés déplacées ont affirmé que de vives tensions seraient encore observées dans les zones de provenance, où des affrontements seraient encore en cours, ce qui risquerait d'entraîner de nouvelles vagues de déplacement.

Perspective d'évolution de la crise

La situation sécuritaire est toujours préoccupante dans la zone de provenance.

Les localités de provenance sont désormais sous contrôle des rebelles du M23 et les combats se sont élargis à d'autres localités à proximité, comme Tongo. Il est donc peu probable que les ménages déplacés retournent dans leur village d'origine. En revanche, les mouvements de déplacement risquent, quant à eux, de continuer suite à cette instabilité sécuritaire observée dans les zones environnantes.

Les ménages déplacés n'ont pas la possibilité de retourner sur leur terre, et bien qu'une forme de solidarité et d'entraide sociale soit observée avec la communauté hôte, cette situation pourraient également exercer une pression supplémentaire sur les ressources existantes des autochtones déjà limitées.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	0%	2%
20-64 ans	17%	14%
6-19 ans	21%	21%
0-5 ans	11%	14%
Total	50%	50%

Source des résultats:

	EM	IC	RDS/GDC
--	----	----	---------

Type spécifique de crise si conflit

Activisme d'acteurs armés	100%	5	3
Conflit intercommunautaire	0%	0	0%
Lutte de pouvoir coutumier	0%	0	0%
Conflit foncier	0%	0	0%
Autre	0%	0	0%

Type spécifique de crise si catastrophe naturelle

Tremblement de terre	N/A	N/A	N/A
Inondation	N/A	N/A	N/A
Sécheresse	N/A	N/A	N/A
Eruption volcanique/limnique	N/A	N/A	N/A
Autre	N/A	N/A	N/A

Assistance humanitaire depuis la crise

Nutrition	3%	0	N/A
Abris	1%	0	N/A
Articles Ménagers Essentiels	0%	0	N/A
EHA	0%	0	N/A
Santé	1%	0	N/A
Education	1%	0	N/A
Nourriture	0%	0	N/A
Moyens de subsistance	0%	0	N/A
Protection	0%	0	N/A
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	N/A
Communication	0%	0	N/A
Cash (inconditionnel)	2%	0	N/A
Autre (préciser)	0%	0	N/A
Pas d'aide reçue	0%	0	N/A

Informations sur l'enquête

Méthodologie	Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
<p>Cette ERM a été mise en œuvre au moyen de la boîte à outils ERM produite par REACH dans le cadre du projet d'harmonisation des outils ERM financé par le FHRDC.</p> <p>Ce résumé d'évaluation présente les résultats clés des enquêtes ménages (EM) réalisées auprès d'un échantillon total de 100 ménages déterminé sur une population estimée de 8640 ménages pour un niveau de confiance de 95% et un intervalle de confiance de 10%. Une allocation de l'échantillon proportionnelle à la taille de la population respective dans chacune des 6 localités sur l'axe a été effectuée. La localité de Mashango n'a pas pu être enquêtée car celle-ci n'était pas accessible physiquement pendant la période de l'évaluation. Une marge de 5 enquêtes a été ajoutée à l'échantillon initial de 95 ménages pour prendre en compte l'imprécision potentielle des estimations de population disponibles au préalable. Les ménages spécifiques à enquêter ont été déterminés à travers un échantillonnage aléatoire simple dans chacune des localités selon la disponibilité des informations issues des informateurs clés (autorités locales, société civile, BCZ, etc). Les résultats sont ainsi représentatifs et généralisables sur l'ensemble de l'axe évalué et sa population (autochtones et déplacés), mais pas au niveau de chacune des localités.</p> <p>Au cours de cette évaluation, 5 informateurs clés, ayant un profil généraliste (autorités locales, leaders communautaires) et thématique (IT, conseiller pédagogique paroissiale) ont aussi été interrogés dans 3 localités différentes.</p> <p>Par ailleurs, dans le but de trianguler les informations obtenues grâce aux deux autres outils de collecte de données (IC et EM) et d'obtenir davantage de données qualitatives, 3 groupes de discussion communautaire de 6 à 8 personnes ont été organisés: 2 groupes mixtes (hommes/femmes) avec différentes couches de la population représentée dont 1 autochtones/hôtes/famille d'accueil et 1 constitué de personnes déplacées ; et 1 groupe mixte par groupe d'individus et couches de la population représentée (homme et femmes autochtones et déplacés) du au manque de temps sur place.</p>	RDS	Non	-	-	Indicatif
	IC distance	Non	-	-	Indicatif
	IC sur place	Oui	Raisonné (choisi)	Generaliste/Thématique	Indicatif
	GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Statut de déplacement (PDI, retourné, etc.)	Indicatif
	EM (OL)	Oui	Aléatoire simple	0	Représentatif
			EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête			09/11/2022	11/11/2022	11/11/2022
Date de fin de l'enquête			15/11/2022	14/11/2022	12/11/2022
Organisation			Concern	Concern	Concern
Mission inter-agence/inter-organisation?			Non	Non	Non
	Localité enquêtée	n ménages localité	n ménages enquêtés	n IC enquêtés	n GDC mis en œuvre
	Bukombo	3434	43	2	1
	Karambi	743	12	2	1
	Sisa	995	13	1	1
	Mudugudu	834	12		
	Bushobio	584	10		
	Kinyakuku	596	10		
	Total		100	5	3

Tableau des charges par sévérité des besoins (% des ménages) pour chaque critère de sévérité ERM (EM)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	-	-	-	-	-
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	84%	-	13%	-	3%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	94%	-	6%	-	0%
Sécurité alimentaire	Disponibilité d'un marché (moins de 2h à pied) ET Disponibilité des produits sur le marché ET Fluctuation des prix sur le marché	2%	-	62%	-	36%
	Disponibilité de ressources alimentaires	0%	-	19%	-	81%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	0%	-	2%	-	98%
	Indice domestique de la faim (IDF / HHS)	19%	-	73%	-	8%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	1%	-	15%	-	84%
	Indice des stratégies de survie liées au revenu (ISSR / LCS)	5%	3%	-	30%	62%
Abris	Type d'abris ET Situation d'occupation de l'abri	13%	0%	52%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	-	-	-	-	-
	Nombre de personnes par m2	-	-	-	-	-
Articles ménagers essentiels	Niveau de destruction / pillages ET Type de déplacement	6%	-	12%	27%	-
	Score card AME	0%	1%	10%	66%	23%
Eau, hygiène et assainissement	Taux de diarrhées enfants < 5 ans	-	-	-	-	-
	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire à la collecte	60%	7%	17%	9%	7%
	Litres d'eau par personne par jour	79%	15%	0%	6%	-
	Disponibilité d'un système de lavage des	1%	-	0%	98%	-
	Disponibilité des installations sanitaires ET	0%	0%	28%	16%	31%
Santé	Pression sur les services de santé	-	-	-	-	-
	Epidémies: cas confirmés	-	-	-	-	-
	Epidémies: cas suspects	-	-	-	-	-
Protection	Nombre et type d'incidents	-	-	-	-	-
	Protection de l'enfance	-	-	-	-	-
	Personnes vulnérables	-	-	-	-	-
	Cohabitation pacifique	-	-	-	-	-
	Logement, terre et propriété	-	-	-	-	-
	Restes explosifs de guerre	-	-	-	-	-
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	73%	-	12%	11%	0%
	Taux d'inscription (école primaire)			42%		
	Taux de fréquentation (école primaire)			35%		
	Ratio élèves / enseignants			57,50%		
	Lieu physique des classes primaires	100%	-	0%	0%	-

Note: Tous les critères de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Pour chaque critère, le % de ménages tombant sous chaque niveau de sévérité de 1 à 5 est présenté. Les lignes qui ne comportent pas de résultats sont celles pour lesquelles une échelle de sévérité ne pouvait pas être définie pour ce critère particulier. Il est prévu de développer un modèle de sévérité intersectoriel et global plus complet dans le cadre de la deuxième phase du projet d'harmonisation des ERM, mis en oeuvre par REACH Initiative à partir de mai 2020.

Besoins prioritaires

Besoins prioritaires selon les EM (% des ménages)

	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Pas besoin d'aide humanitaire	0%	0%	0%
Nourriture	60%	31%	4%
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0%	2%	7%
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0%	0%	1%
Abris	5%	3%	8%
Articles Ménagers Essentiels (casseroles, bidons, habits, etc.)	3%	27%	45%
Eau, Hygiène et Assainissement (eau, savon, latrines, etc.)	1%	1%	3%
Santé	0%	0%	8%
Education	0%	1%	5%
Protection (y compris la sécurité)	0%	0%	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0%	0%
Communication	0%	0%	1%
Moyens financiers (cash)	30%	35%	14%
Autre	0%	0%	0%

Besoins prioritaires selon les IC (fréquence de réponses pondérée)

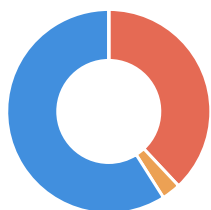
	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Pas besoin d'aide humanitaire	0	0	0
Nourriture	1	3	0
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0	0	1
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0	0	0
Abris	0	0	0
Articles Ménagers Essentiels (casseroles, bidons, habits, etc.)	0	1	1
Eau, Hygiène et Assainissement (eau, savon, latrines, etc.)	0	0	1
Santé	2	1	1
Education	0	0	0
Protection (y compris la sécurité)	0	0	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0	0	0
Communication	0	0	0
Moyens financiers (cash)	2	0	1
Autre	0	0	0

Besoins prioritaires selon les GDC/RDS/OL (synthèse)

	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Pas besoin d'aide humanitaire	0	0	0
Nourriture	3	0	0
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0	0	0
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0	0	0
Abris	0	0	0
Articles Ménagers Essentiels (casseroles, bidons, habits, etc.)	0	3	0
Eau, Hygiène et Assainissement (eau, savon, latrines, etc.)	0	0	0
Santé	0	0	3
Education	0	0	0
Protection (y compris la sécurité)	0	0	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0	0	0
Communication	0	0	0
Moyens financiers (cash)	3	0	0
Autre	0	0	0

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	38%	19%	16%
Retournés	3%	0%	0%
Communauté hôte / autochtones	59%	81%	84%
Réfugiés	0%	0%	0%
Rapatriés/Expulsés	0%	0%	0%

Analyse des mouvements de population

Les enquêtes ménages (EM) font état de 7186 ménages sur l'axe enquêté, avec un total estimé de 43 835 personnes (sur la base d'une moyenne de 6,1 personnes par ménage rapportée par les enquêtés), parmi eux, 2701 ménages déplacés et 201 ménages retournés. Les ménages déplacés représenteraient 38% de la population totale de l'axe évaluée. Les entretiens avec les informateurs clés ont, quant à eux, fait ressortir des données différentes puisque ces derniers ont estimé à 1765 le nombre de ménages déplacés et 7653 le nombre de ménages autochtones, représentant donc respectivement 19% de déplacés et 81% d'autochtones (FA et non FA).

Cette différence peut s'expliquer par le fait que lors des EM, les personnes interrogées prenaient en compte leur statut par rapport à des déplacements effectués suite à des chocs antérieurs, sans liens avec la crise actuelle, faisant l'objet de cette évaluation. Pour certains ménages, leur statut de "déplacé" peuvent ainsi être lié à des mouvements de population datant de 2019/2020. Il existe également un biais lors de la conduite des EM : en effet, l'échantillonnage est aléatoire mais les enquêtés peuvent se faire passer pour des ménages déplacés en pensant alors augmenter leurs chances d'être assistés. Par conséquent Concern estime qu'il est plus raisonnable de considérer les données présentes dans le tableau démographique synthétique (données croisées entre les EM, les IC et les GDC).

Il est aussi important de noter que l'arrivée de nouvelles vagues de déplacement ont été observées sur l'axe Bukombo-Katsiru, et plus largement dans la ZS de Birambizo, suite à l'évaluation. Ceci est dû au fait que la crise est toujours en cours, dont les combats tendent à s'intensifier dans les localités voisines, comme Tongo par exemple. Ainsi, selon les informations obtenues à travers les points focaux de veille humanitaire, une nouvelle vague de déplacement d'environ 1000 ménages supplémentaires a été rapportée après la fin de mission ERM.

Pour l'instant, l'ensemble des déplacés n'ont pas l'intention de retourner dans leurs villages de provenance, du fait de l'insécurité et par peur des affrontements en cours.

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	2731	1765	1400
Retournés	216	0	0
Communauté hôte / autochtones	4240	7653	7226
Réfugiés	0	0	0
Rapatriés/Expulsés	0	0	0

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée	7186	9418	8626
---	-------------	-------------	-------------

Taille moyenne des ménages (EM)

Taille moyenne des ménages (EM)	6,1	-	
---------------------------------	-----	---	--

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)	69%	23%	
---	-----	-----	--

Proportion de familles d'accueil

Proportion de familles d'accueil	30%	> 75%	
----------------------------------	-----	-------	--

Estimation du nombre de personnes dans la zone (IC)

Avant la crise		45917	
Après la crise		56811	

Estimation du nombre de ménages dans la zone (IC)

Avant la crise		7653	
Après la crise		9429	

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement

Déplacés	1965
Retournés	108
Communauté hôte / autochtones	6373
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	8446

Nutrition

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	0%	1	3%	1	2%
115-125 mm	4	40%	2	6%	6	14%
>125 mm	6	60%	29	91%	35	83%
MAG	4	40%	3	9%	7	17%

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	0%	1	4%	1	3%
115-125 mm	1	11%	3	13%	4	13%
>125 mm	8	89%	19	83%	27	84%
MAG	1	11%	4	17%	5	16%

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	0%	2	4%	2	3%
115-125 mm	5	26%	5	9%	10	13%
>125 mm	14	74%	48	87%	62	84%
MAG	5	26%	7	13%	12	16%

Femmes enceintes et allaitantes	Total	
	n	%
<185 mm	0	0
185-230 mm	2	6%
>230 mm	46	94%
MAG	2	6%

Analyse nutrition

Un dépistage par périmètre brachial de la malnutrition aigüe globale (MAG) a été mené auprès des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et/ou allaitantes (FEFA), présents dans le foyer lors de l'administration des enquêtes ménages (EM), qui s'est déroulé du 11 au 15 novembre 2022.

Au total, dans les 6 localités enquêtées et sur l'échantillon de 100 ménages, 14 enfants de moins de 5 ans en situation de malnutrition aigüe sévère (MAS) ou malnutrition aigüe modérée (MAM) ont été diagnostiquées. Sur les 122 personnes dépistés à travers cette mesure anthropométrique, 11 % sont donc en MAG. Ainsi, selon le seuil standard de l'OMS 2005, l'état nutritionnel de l'axe évalué est en situation d'alerte (MAG entre 10 et 14,9 %).

Les garçons de moins de 2 ans semblent être les principaux touchés, puisque 40% sont dans un état de MAM. Le risque principal est que ces enfants basculent dans un état nutritionnel plus grave, tombant en MAS. Les filles de moins de 5 ans sont également affectées par la malnutrition avec notamment 16% d'entre elles étant en situation de MAG. Les femmes enceintes et/ou allaitantes semblent être moins affectées, bien que 6% d'entre elles soient également en MAG, appelant à une certaine vigilance.

L'insuffisance nutritionnelle de la zone enquêtée est en partie causée par deux facteurs principaux : (i) une faible consommation alimentaire liée à l'absence de certains aliments (haricots notamment) du fait d'intempéries ayant détruit les récoltes et du non accès aux champs; (ii) un manque de ressources financières pour subvenir à tous les besoins alimentaires du ménage. Concern recommande une enquête nutritionnelle dans la zone évaluée qui permettrait de fournir davantage d'informations aux acteurs souhaitant intervenir dans ce secteur.

Sécurité alimentaire

Principales activités de subsistance ²

	EM	IC	Sévérité
Travail journalier	58%	1	
Agriculture de subsistance	28%	6	
Agriculture de rente	3%	2	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse/Cueillette	0%	0	
Élevage	0%	3	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce/vente charbon	8%	5	
Gagne un salaire	1%	0	
Envois de fonds	0%	0	
Autre	1%	0	

Accès à la terre



■ Oui
■ Non

42%
58%

≈50%
-

Pratique de l'agriculture



■ Oui
■ Non

90%
10%

> 75%
-

Problèmes liés à l'agriculture

manque de terre/petite superficie disponible	74%	5	
manque de semences	56%	3	
probleme fertilité sols	10%	0	
maladies cultures/ravageurs	7%	1	
presence chenilles	0%	0	
Betes sauvages ravagent	0%	2	
manque outils machines	19%	0	
manque entrepôts cultures	1%	0	
manque main œuvre	0%	0	
manque ecoulement production	2%	0	
insuffisance des pluies	0%	0	
abondance des pluies/inondation	20%	0	
insecurite violence combats	6%	0	
pillage de récoltes	7%	0	
Autre	3%	0	

Proportion des cultures endommagées (IC)

> 75%

Proportion des champs détruits (IC)

>75%

Disponibilité d'un marché (moins de 2h à pied)



■ Oui
■ Non

64%
36%

4
2



Distance au marché

< 45 minutes	53%	-
46 minutes-2 heures	16%	-
Plus que 2 heures - demi-journée	30%	-
Plus que demi-journée/pas d'accès	0%	-

Disponibilité des produits sur le marché

	EM	IC	Sévérité
Pas de variation	3%	1	
Plus de biens	9%	0	
Moins de biens	86%	3	

Fluctuation des prix sur le marché

	EM	IC	Sévérité
Pas de variation	3%	0	
Les prix ont augmenté	86%	1	
Les prix ont un peu augmenté	9%	1	
Les prix ont diminué	0%	2	

Disponibilité d'un marché (moins de 2h à pied) ET Disponibilité des produits sur le marché ET Fluctuation des prix sur le marché

	EM	IC	Sévérité
Marché accessible, réduction/pas de changement des prix, augmentation/pas de changement des biens disponibles	2%	-	1
Marché accessible, augmentation des prix et/ou diminution de la disponibilité des produits	62%	-	3
Pas de marché accessible	36%	-	5

Principales sources d'acquisition de nourriture

	EM	IC	Sévérité
Production personnelle	35%	6	
Reçu - aide alimentaire ONG/gouv./OI	0%	0	
Reçu - cadeau d'amis / relatifs	9%	0	
Marché	50%	2	
Travail pour de la nourriture	0%	5	
Cueillette, chasse ou pêche	16%	0	
Achat auprès d'un voisin	7%	0	
Petit commerce/vente charbon	8%	2	
Troc	63%	5	
Emprunt auprès de relatifs/hôtes	14%	0	
Emprunt auprès d'étrangers	5%	0	
Zakat/don charitable/offrande	7%	0	
Autre	0%	0	



Disponibilité de ressources alimentaires

	EM	IC	Sévérité
Aucune réserves	81%	-	5
1-2 semaines	19%	-	3
3-4 semaines	0%	-	
Plus de 4 semaines	0%	Aucun	1

Nombre moyen de repas par jour

	EM	IC	Sévérité
Pour les adultes	1,3	-	
Pour les enfants	1,4	-	
Pour les ménages en général		1 repas	

Niveau de faim de la plupart des ménages de la zone (IC)

	EM	IC	Sévérité
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	6	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	

Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ³



EM

0%
2%
98%

IC

-
-
-

Sévérité

1
3
5

Indice domestique de la faim (IDF / HHS) ⁴

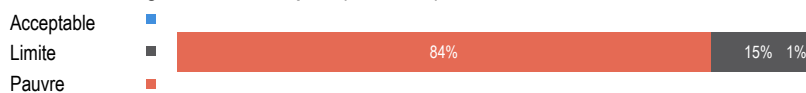


19%
73%
8%

-
-
-

1
3
5

Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵

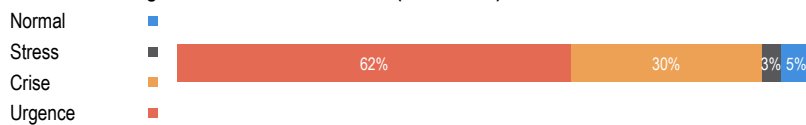


1%
15%
84%

-
-
-

1
3
5

Indice des stratégies de survie liées au revenu (ISSR / LCSRI)



5%
3%
30%
62%

-
-
-
-

1
3
4
5

Les trois stratégies de survie les plus répandues dans la zone évaluée (IC)

Acheter de la nourriture avec de l'argent emprunté	6
Emprunter/demander de la nourriture	5
Cueillir de la nourriture sauvage	0
Consommer des semences destinées à la prochaine saison/récolter des cultures pas encore prêtes	3
Envoyer les enfants manger avec les voisins	0
Vendre des biens immobiliers	3
Vendre plus de bétail que d'habitude pour cette période de l'année	1
Abattre plus de bétail que d'habitude pour cette période de l'année	0
Chasser plus que d'habitude pour cette période de l'année	0
Pêcher plus que d'habitude pour cette période de l'année	0
Déménager les familles dans des camps de bétail ou de pêche plus souvent que la normale	0
Envoyer des familles dans des camps de déplacés pour recevoir de l'aide alimentaire	0
Aucune	0
Autre	0

Analyse Sécurité alimentaire

Les besoins en sécurité alimentaire sont critiques. Cette situation pourrait s'expliquer par plusieurs contraintes inhérentes à la production agricole et d'accès à la terre des ménages autochtones et déplacés. Ces difficultés de production agricole se traduisent par les résultats alarmants des indicateurs de sécurité alimentaire. Il ressort que 98% des ménages ont un Score de Consommation Alimentaire (SCA) pauvre, à savoir inférieur à 28.

84% des ménages ont recours à de nombreuses stratégies de survie négatives; 8% des ménages souffrent d'une faim sévère et 73% d'une faim modérée. La majorité des champs de la zone de provenance ont été abandonnés, détruits et/ou volés au cours de la crise. Il est également à noter que les champs des membres de la communauté hôte ont été fortement endommagés à cause d'intempéries (épisodes de grêle), détruisant des récoltes, notamment pendant la saison culturale des haricots. On observe donc une hausse des prix dans la zone de déplacement car les produits agricoles viennent d'autres localités plus lointaines (Kitchanga).

Par ailleurs, parmi les ménages interrogés, une large majorité ne possède pas ou très peu de disponibilité en matière de ressources alimentaires : 81% déclarent n'avoir aucune réserve d'aliments et 19% des réserves pour 1 à 2 semaines. Les populations affectées par la crise ont donc un faible niveau de réserve alimentaire ce qui accentue davantage leur vulnérabilité dans ce secteur.

Concern recommande une assistance alimentaire d'urgence en faveur des ménages affectés par le conflit dans la zone évaluée. Du fait de la faible disponibilité de biens et de services sur le marché local, cette assistance pourrait s'organiser à travers une distribution en nature ou par l'organisation d'une foire.

Abris

Type d'abris (EM)	EM	IC	Sévérité
Maison (construction durable)	13%	-	
Abri d'urgence (non-durable)	68%	-	
Centre collectif	0%	-	
Ecole transformée en centre collectif	0%	-	
Pas d'abris (à la belle étoile)	0%	-	
Autre	18%	-	
Situation d'occupation des maisons (EM)			
Propriétaire	38%	-	
Accueilli par une famille d'accueil	0%	-	
Prêté gratuitement avec autorisation du propriétaire	23%	-	
Occupée gratuitement avec autorisation d'une personne tierce	0%	-	
Occupée gratuitement sans autorisation	0%	-	
Louée (contre loyer)	38%	-	
Autre	0%	-	
Situation d'occupation des abris d'urgence (EM)			
Accueilli par une famille d'accueil	19%	-	
Construit sur parcelle d'une famille d'accueil gratuitement	24%	-	
Construit sur parcelle d'une famille d'accueil contre loyer/travail	15%	-	
Construit sur sa propre parcelle	38%	-	
Dans un site de déplacés, situé près ou dans une localité	0%	-	
Dans un site de déplacés isolé, éloigné d'une localité	0%	-	
Autre	4%	-	
Type d'abris ET Situation d'occupation de l'abri (EM)			
Maison Et : propriétaire	5%	-	1
Maison Et : empruntée gratuitement avec autorisation du propriétaire de la maison	3%	-	
Maison Et : louée	5%	-	2
Maison Et : accueilli par une famille d'accueil	0%	-	
Maison Et : occupée avec l'autorisation de quelqu'un d'autre que le propriétaire	0%	-	
Maison Et : occupée gratuitement sans autorisation (occupation secondaire)	0%	-	
Abri d'urgence Et : construit sur parcelle d'une famille d'accueil gratuitement	16%	-	
Abri d'urgence Et : construit sur parcelle d'une famille d'accueil en l'échange d'un paiement (loyer) ou de services rendus (travail)	10%	-	
Abri d'urgence Et : construit sur sa propre parcelle	26%	-	3
Abri d'urgence Et : dans un site de déplacés situé près de, en périphérie ou dans d'une ville	0%	-	
Abri d'urgence Et : dans un site de déplacés isolé	0%	-	
Centre collectif (pas école)	0%	-	
Ecole transformée en centre collectif	0%	-	4
Pas d'abris	0%	-	5
Promiscuité dans les abris (EM)			
Pas tous les membres du ménage ne dorment dans la même chambre	64%	-	
Tous les membres du ménage dorment dans la même chambre	36%	-	+1
Nombre moyen m² par personne (EM)			
	1,7	-	4

	EM	IC	Sévérité
Part de la population logée dans des abris durables (IC)	-	Non consensus	1
Centre collectif école (IC)	-	> 75%	3
Part de la population logée dans des abris d'urgence (IC)	-	Non consensus	4
Part de la population logée dans des abris collectifs (IC)	-	Aucun	5
Part de la population sans abri (IC)	-	25-50%	
Proportion des abris endommagés ou détruits dans la localité de départ (IC)		> 75%	
Niveau de destruction des abris dans la localité de départ (IC)		Totale	
Proportion des ménages où tous les membres dorment dans la même chambre (IC)		≈50%	





Analyse Abris

La très grande majorité des déplacés vivent en famille d'accueil, avec des conditions de vie difficiles. Il n'y a pas de sites collectifs dans la zone évaluée et la communauté hôte partagent les mêmes parcelles et habitations avec les ménages déplacés qu'ils accueillent.

Une partie importante des maisons, notamment dans les localités les plus petites (Karambi, Mudugudu et Bushobio), sont construites en adobe (terre crue), stick de bois et toit en paille ou en tôle. On trouve également de nombreuses maisons en planches de bois avec un toit en tôles, surtout à Sisa et Bukombo, ainsi qu'un nombre beaucoup moins importants de maison en construction durable. 68% des enquêtés vivent dans des abris non-durable ou semi-durable (19 % autre).

La crise actuelle ainsi que les précédentes ont aggravé la vulnérabilité en abris dans cette zone. La surface moyenne occupée par personne au sein des abris est de 1,7 m2, ce qui est inférieur aux standards SPHERE (min. 3,5m2). Ce manque d'espace augmente la promiscuité : pour 36% des ménages, tous les membres dorment dans la même chambre. Cette proximité génère des problèmes notamment en lien avec le manque d'intimité des ménages. Afin de palier aux difficultés liées à la promiscuité, une assistance en abris d'urgence pour les PDI récentes et la réhabilitation d'abris pour les ménages autochtones les plus vulnérables est recommandée.

Articles ménages essentiels (AME)

	EM	IC	Sévérité
Destructions et pillages	 Pas de destructions et pillages	15%	-
	 Destructions/pillages importants	85%	-
Proportion des ménages ayant subi de pertes d'AME suite à la crise (IC)	-	> 75%	
Déplacement préventif ou réactif	 Déplacement préventif	29%	> 75%
	 Déplacement réactif	71%	-
Niveau de destruction / pillages ET Type de déplacement (EM)			
Pas de destructions / pillages	6%	-	1
Destructions / pillages limités	-	-	2
Destructions / pillages importants Et : Déplacement préventif des personnes affectées	5%	-	3
Destructions / pillages importants Et : personnes affectées hébergées en famille d'accueil	7%	-	3
Destructions / pillages importants Et : Déplacement réactif des personnes affectées (après le début de la crise)	25%	-	4
Destructions / pillages importants Et : Personnes affectées retournées dans leur zone d'origine	2%	-	4
Destructions / pillages importants Et : Personnes restées dans la zone affectée par la crise (communautés hôtes / autochtones)	0%	-	4

Score card AME	EM	IC	Sévérité
< 1	0%	-	1
1 – 1.9	1%	-	2
2 – 2.9	10%	-	3
3 – 3.9	66%	-	4
4 – 5	23%	-	5

Besoins prioritaires en AME (IC)

Couverture et draps	6
Support de couchage	5
Bidons de stockage	1
Casseroles	6
Moustiquaire	0
Seau	0
Savon	0
Aucun	0
Autre	0

Analyse Articles ménages essentiels

Une grande partie des articles ménagers essentiels (AME) des déplacés ont été perdus ou abandonnés suite à leur déplacement. À leur arrivée dans la zone d'accueil, certains membres de la communauté hôte ont accepté de partager leurs AME. Actuellement, les déplacés utilisent donc des AME empruntés aux ménages autochtones ou donnés par ces derniers. Il est à noter que selon les points mentionnés dans les groupes de discussion (GDC), le manque de moyens financiers empêche les déplacés d'acheter de nouveaux articles. Les principaux besoins en AME qui sont ressortis des GDC sont : ustensiles de cuisines, support de couchage et habits.

Selon les résultats des enquête ménages, 89% des ménages ont un Score Card AME supérieur à 3 (seuil de vulnérabilité critique). Compte tenu du score Card AME élevé qui traduit la forte vulnérabilité des ménages de l'axe, et plus particulièrement des déplacés, Concern recommande une assistance en AME à travers une distribution en nature ou par l'organisation d'une foire.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone	EM	IC	Sévérité
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	24%	54%	2

Nombre et types de source d'eau fonctionnelle (IC)

Robinets privés	12
Robinets public / bornes fontaines	30
Puits à pompe/forage	0
Puits creusé aménagé	0
Source naturelle aménagée	18
Source naturelle non-aménagée	71
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	71
Camion-citerne	0
Charrette avec petite citerne	0
Kiosque / échoppe / boutique à eau	0
Eau En bouteille / Eau en sachet (nombre de points de vente)	0
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	0

Type de source d'eau (EM) ⁶

Source améliorée	70%	≈50%	1
Source non-améliorée	21%	Non consensus	3
Eau de surface	9%	Non consensus	4

Quantité d'eau subjective (perception des répondants)

- Assez d'eau pour tous les besoins
- Pas assez d'eau pour d'autres fins domestiques
- Pas assez d'eau pour l'hygiène personnelle
- Pas assez d'eau pour cuisiner
- Pas assez d'eau pour boire



EM

IC

Sévérité

Litres d'eau par personne par jour (EM)

- Plus de 15 litres
- 8-15 litres
- 5-7 litres
- 0-4 litres



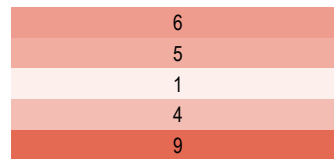
Temps pris pour aller chercher l'eau

- < 45 minutes
- 46 minutes-2 heures
- Plus que 2 heures



Problèmes d'accès à l'eau

- Points d'eau trop éloignés
- Points d'eau difficiles d'accès
- Chercher l'eau est une activité dangereuse
- Accès restreint pour certains groupes
- Pas assez de points d'eau/temps d'attente important
- Les points d'eau ne fonctionnent pas/sont fermés
- L'eau n'est pas disponible sur le marché
- L'eau est trop chère
- Pas assez de récipient pour stocker l'eau
- Ne considère pas l'eau comme potable
- Autre



Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire à la collecte de l'eau (EM)

- Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source améliorée Et : le temps pour la chercher est < 45 min
- Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : L'eau provient d'une source améliorée Et : le temps pour la chercher est > 45 min
- Assez d'eau pour boire Et : pas assez pour les besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source améliorée
- Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source non-améliorée
- Assez d'eau pour boire Et : pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source non-améliorée
- Accès à de l'eau de surface uniquement
- Pas assez d'eau pour boire

Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source améliorée Et : le temps pour la chercher est < 45 min	60%
Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : L'eau provient d'une source améliorée Et : le temps pour la chercher est > 45 min	3%
Assez d'eau pour boire Et : pas assez pour les besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source améliorée	4%
Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source non-améliorée	15%
Assez d'eau pour boire Et : pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source non-améliorée	2%
Accès à de l'eau de surface uniquement	9%
Pas assez d'eau pour boire	7%

-

-
-
-
-
-
-
-

1
2
3
4
5

Disponibilité d'un système de lavage des mains



- Oui
- Non

Eau pour le système de lavage des mains (EM)



- Oui
- Non

Savon pour le système de lavage des mains (EM) / accès au savon (IC)



EM
50%
50%

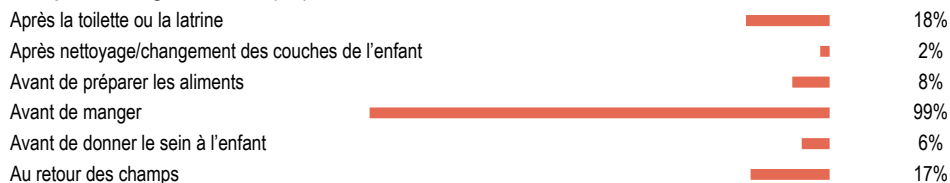
IC
Aucun
-

Sévérité

Part de la population se lavant les mains plusieurs fois par jour (IC)

- <25%

Pratiques de lavage des mains (EM)

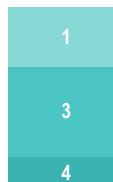


-
-
-
-
-
-

Disponibilité d'un système de lavage des mains ET de savon ET pratiques de lavage des mains (EM)

Une station de lavage de mains est disponible sur place ET : équipée en eau Et : utilisée par les usagers Et : du savon est disponible	1%
Une station de lavage de mains est disponible sur place ET : équipée en eau Et : du savon n'est pas disponible	0%
Une station de lavage de mains est disponible Et : non équipée en eau	1%
Il n'y pas de système de lavage des mains disponible	98%

-
-
-
-



Disponibilité des installations sanitaires ⁷



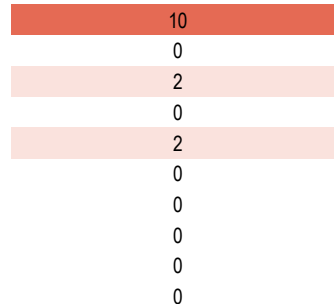
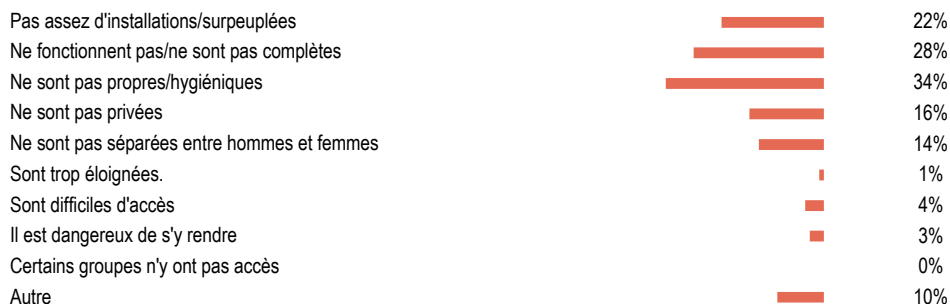
51-75%
51-75%
≈50%

Partage des installations sanitaires



58% ≈50%
38% -

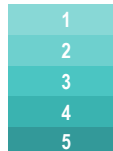
Problèmes d'accès aux installations sanitaires



Disponibilité des installations sanitaires ET Partage des installations sanitaires (EM)

Installations améliorées disponibles Et : partagés par quatre ménages au plus	0%
Installations améliorées disponibles Et : partagés par plus de quatre ménages	0%
Installations non-améliorées disponibles Et : partagés par quatre ménages au plus	28%
Installations non-améliorées disponibles Et : partagés par plus de quatre ménages	16%
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	31%

-
-
-
-
-



Problèmes environnementaux rapportés (IC)

	IC
Présence de matières fécales	9
Eau stagnante	5
Déchets solides domestiques	3
Déchets organiques en décomposition	0
Rongeurs/rats	0
Aucun	1

Analyse Eau, hygiène et assainissement

Selon les sources interrogées, la quantité d'eau est suffisante pour tous les besoins (hygiène personnelle, boisson, cuisine et autres fins domestiques). En effet, 87% des répondants déclarent en avoir assez pour les différents besoins quotidiens et près de 80% affirment consommer plus de 15 litres d'eau par personne et par jour, ce qui répond aux standards minimum des normes SPHERE. D'une manière générale, l'accès à l'eau de qualité ne semble pas être un problème majeur puisque 60% des enquêtés disent avoir assez d'eau pour boire et pour subvenir aux besoins domestiques avec de l'eau provenant d'une source améliorée dont le temps pour la collecter est inférieur à 45 minutes. Cela est également confirmé par le type de source d'eau utilisée, avec 70% des répondants utilisant des sources améliorées et donc protégées de l'extérieur. Cependant, suite aux entretiens menés avec les IC et des points ressortis lors GDC, quelques difficultés subsistent. En effet, des temps d'attente importants sont observés au niveau des différents points d'eau et les ménages de l'axe évalué ne disposeraient pas d'assez de récipients pour stocker l'eau, tout particulièrement les ménages déplacés. Aussi, cette facilité pour accéder à de l'eau serait surtout au niveau des localités les plus importantes comme Bukombo et Sisa mais beaucoup moins dans les villages les plus isolés de l'axe comme Bushobio, Karambi et Mudugudu. Lors des GDC et des observations libres menés, l'accès physique aux points d'eau est également problématique puisque ces derniers sont souvent situés sur des terrains glissants et inclinés (flan de collines, ravines...)

L'hygiène liée aux latrines pose problème sur l'axe. Seuls 22% des ménages ont accès à une latrine hygiénique et 98% déclarent qu'il n'y a pas de système de lavage des mains disponible. Parmi les problèmes environnementaux rapportés par les IC, la présence de matières fécales est la plus citée, notamment liée à la pratique de la défécation à l'air libre du fait du manque d'installations sanitaires. Concern recommande de construire des rampes d'accès aux points d'eau et d'installer des latrines collectives dans les quartiers les plus problématiques. Ces activités devront être accompagnées de séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement.

Santé

Source d'obtention des soins

	EM	IC	Sévérité
Structure de santé (centre, clinique, etc.)	98%	7	
Guérisseur traditionnel / religieux	0%	3	
Reste à la maison / se soigne soi-même	2%	0	
Autre	0%	0	

Conditions d'accouchement

A la maison avec famille	1%	0
A la maison avec sage-femme	0%	0
A la maison avec infirmier	2%	0
Centre de santé/d'accueil	95%	10
Autre	2%	0



Disponibilité d'une structure de santé

Moins de 45 minutes	54%	0
Entre 45 minutes et 2 heures	33%	4
Entre 2 heures et une demi-journée	12%	1
Plus que demi-journée (ou pas d'accès)	0%	0

Type de structure de santé disponible (IC)

Hôpital	4
Centre de santé	1
Clinique mobile	0
Centre de santé de référence	0
Poste de santé	0
Autre	0

Problèmes d'accès aux soins (EM)	EM	IC	Sévérité
Structure de santé trop loin / inexistante	6%	-	
Manque de moyens pour payer les soins	54%	-	
Structure de santé manque de médicaments	12%	-	
Structure de santé manque d'équipements	4%	-	
Structure de santé manque de personnel soignant	3%	-	
Structure de santé est surchargée / trop de patients	15%	-	
Autre (préciser)	6%	-	
Problèmes d'accès sécuritaire	0%	-	

Problèmes d'accès aux soins (IC)

Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0
Manque de médicaments	-	1
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	10
Problèmes d'accès physique (y compris la distance trop élevée)	-	2
Problèmes d'accès sécuritaire	-	0
Autre	-	0

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans

Diarrhée	24%	54%	2
Fièvre	23%	-	
Toux	14%	-	

Pour la diarrhée: <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Symptômes chez les personnes de plus de 5 ans (EM)

Diarrhée	8%	-
Fièvre	23%	-
Toux	9%	-

Ménages dorment sous des moustiquaires



■ Oui	58%	> 75%
■ Non	42%	-

Maladies rapportées (IC)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	0	663
Infection Respiratoire Aigue	0	227
Diarrhées aigue	0	78
Typhoïde	6	1
Malnutrition aigüe globale	0	571
Rougeole	8	9
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

Augmentation des consultations intra-hospitalières journalières

Disponibilité de médicaments

Disponibilité d'équipements médicaux

Augmentation du ratio patients/personnel soignant (aire de santé)

IC	
Non consensus	
Disponible en suffisance	Manque modéré
Manque modéré	Manque grave
Non consensus	

Analyse Santé

Sur l'axe évalué, il existe 4 structures de santé : 1 HGR et 1 centre de santé à Bukombo, 1 centre de santé à Karambi et 1 autre à Kinyankuku. Le centre de santé de Karambi est partiellement appuyé par l'ONG Medair, pour les soins de santé primaire des femmes enceintes et/ou allaitantes et des enfants de moins de 5 ans. Les structures de santé sont en bon état mais manquent d'équipements, de médicaments ainsi que d'intrants nutritionnels.

Le principal obstacle pour accéder aux soins est le manque de moyens financiers pour payer les frais de santé (consultation, hospitalisation, médicaments...) et la distance à parcourir depuis les localités les plus éloignées comme Mudugudu, où il faut 3h à pied pour se rendre à Bukombo. L'accès aux soins est donc limité, notamment pour la maternité et les hospitalisations, pour lesquels les personnes interrogées préfèrent se rendre à l'HGR de Mwezo appuyé totalement par l'ONG MSF, situé à plus de 2h de route de Bukombo ou à 1/2 journée à pied. Les ménages déplacés récemment arrivés sur l'axe évalué souhaiteraient fréquenter les structures de santé mais n'y parviennent pas du fait du manque de moyens financiers. Lors des GDC, la communauté déplacée a affirmé la présence de maladies contagieuses de la peau comme la gale et le "chichikara", chez les enfants et les adultes.

Les maladies les plus fréquentes enregistrées dans les structures de santé sont le paludisme, les infections respiratoires aiguës et les cas de malnutrition aigüe globale, notamment chez les femmes enceintes et/ou allaitantes ainsi que les enfants de moins de 5 ans.

Pour ce secteur, Concern recommande un soutien partiel aux structures de santé, notamment l'appui en médicaments spécifiques pour les soins de santé primaire, en intrants nutritionnels et en équipement médical.

Protection

Nombre et type d'incidents de protection

	EM	IC - principales préoccupations par groupe			
		H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Meurtre	3%	2	2	0	0
Mutilations/coups et blessures	6%	1	1	0	0
Violences intercommunautaires	0%	0	0	0	0
Violences sexuelles	9%	4	2	0	5
Enlèvements ou tentative d'enlèvement	1%	0	0	0	0
Blessés/morts dus aux mines	1%	0	0	2	2
Mariage précoce/forcé	0%	0	0	4	6
Violence conjugale	6%	2	3	0	0
Séparation des familles	1%	2	2	0	0
Pillages	10%	1	0	0	0
Vol, braquage, cambriolage	14%	N/A	N/A	N/A	N/A
Pillage du bétail	9%	3	0	0	0
Arrestations arbitraires	6%	3	2	0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0%	2	2	0	0
Recrutements/enrôlements forcés d'adultes par des acteurs armés	1%	1	0	0	1
Recrutements/enrôlements forcés d'enfants par des acteurs armés	1%	N/A	N/A	N/A	N/A
Membre adulte du ménage démobilisé d'un groupe armé	0%	0	0	0	0
Membre enfant du ménage démobilisé d'un groupe armé	0%	N/A	N/A	N/A	N/A
Travaux forcés	0%	0	0	0	0
Autre	0%	0	0	0	0

Nombre et situation d'enfants non-accompagnés (ENA)

	EM	IC
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA	14%	-
Nombre moyen d'ENA recueillis	1,6	-
Ménages estimant être en mesure de s'occuper convenablement de ces ENA	14%	-
Nombre estimé d'ENA dans la zone (IC)	-	5,8

Nombre d'enfants recrutés ou démobilisés

	EM	IC
Enfant du ménage recruté/enrôlé de force par des acteurs armés	1%	-
Enfant du ménage démobilisé d'un groupe armé	0%	-

Nombre et situation de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)

	EM	IC
Ménages avec au moins une PSH	13%	-
Proportions de PSH étant des enfants	29%	-
Proportions de PSH étant des adultes	57%	-
Proportions de PSH étant des personnes âgées	14%	-
Proportion de ménages dont le chef est une PSH	7%	-
Proportion des chefs de ménage PSH exerçant une activité génératrice de revenu	1%	-

Perception de la communauté hôte par rapport aux déplacés et/ou des retournés

	EM	IC
Tensions avec la communauté d'accueil	1%	0
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	18%	5
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	45%	3
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	18%	0
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	0%	0

Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation



EM	IC
20%	7
57%	1

Tensions sociales liées à la propriété et la terre

Niveau de tension	Proportion	EM	IC
Pas de tensions	68%	68%	0
Tensions modérées	19%	19%	2
Tensions très graves	6%	6%	0

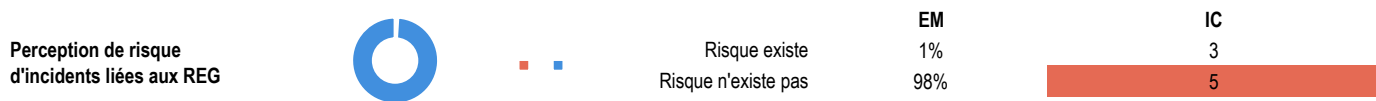
Raisons des tensions sociales liées à la propriété et la terre (IC)

Raison	EM	IC
Accaparement des terres		0
Accès à la terre des groupes à besoins spécifiques		0
Accès à la terre pour les PDIs		2
Augmentation du coût du loyer		2
Conflits entre agriculteurs et éleveurs		2
Exploitation des concessions/population riveraines		0
Destruction des cultures ou des animaux		0
Destruction des étangs piscicoles		0
Exploitation des ressources naturelles		0
Exploitation illégale des ressources naturelles		0
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires		0
Incendies et/ou destruction des maisons/Abris		0
Insécurité d'occupation		0
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété		0
Occupations secondaires des maisons et champs		0
Problèmes de limites		0
Rareté des terres		0
Remise en cause des transactions foncières		0
Répartition inégale des terres		0
Restitution des biens		0
Successions		0
Propriété		0
Aucun problème		0

Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG)



EM	IC
0%	3
100%	5



Ménages dirigés par une personne mineure (EM)

0%

-

Ménages dirigés par une femme (EM)

36%

-

Analyse Protection

Suite aux différents entretiens organisés sur l'axe, il est ressorti que les ménages déplacés et autochtones ont des bonnes relations mais que cela risquerait de changer suite à l'insuffisance des ressources et si la situation d'entraide durerait trop longtemps. Cependant, plus de 60% ont déclaré être prêt à appuyer les déplacés. Il est à noter que la grande majorité des déplacés sont issus de la même communauté que les autochtones (Hutus et une petite partie Nande).

Dans la zone, les incidents de protection sont gérés par les autorités locales, la PNC, les FARDC et les groupes armés contrôlant la zone. Des frais de motivations sont systématiquement demandés et perçus par ces derniers. La sécurité est surtout assurée par les groupes armés locaux (CMC, FDLR et Nyatura). Il n'y a pas eu d'incident sécuritaire majeur signalé sur l'axe récemment, et les humanitaires bénéficient d'une bonne acceptation.

Parmi les incidents de protection les plus fréquemment cités, les vols et les pillages sont les plus rapportés. Les principales préoccupations en matière de protection pour les femmes sont les violences sexuelles et les mariages précoces ou forcés, comme pour les hommes. Ces derniers citent également les arrestations arbitraires effectuées par les groupes armés locaux.

Concern recommande le renforcement des systèmes de médiation communautaire, qui ne semblent pas être utilisés, afin de permettre la résolution des conflits au sein de la communauté. Un plaidoyer doit être fait auprès des autorités pour assurer la sécurité et éviter les taxes illégales payées par la population aux groupes armés.

Éducation

Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle

Oui (< 1 heure à pied pour un enfant en âge primaire)
Non (> 1 heure à pied / Pas d'école primaire fonctionnelle)



EM

IC

Sévérité

89%
11%

10
0

Raison de l'indisponibilité d'une école

Trop loin / Jamais eu d'école
Occupée par des déplacés
Occupée par des personnes armées
Endommagée / détruite suite à des violences communautaires ou un désastre naturel
Endommagée / détruite suite à une attaque par des personnes armées
Endommagée / détruite pour des raisons non-liées à des violences ou un désastre
Fermée
Autre

91%
0%
0%
9%
0%
0%
0%
0%

0
0
0
0
0
0
0
0

Raison de l'indisponibilité d'une école (IC)

Le(s) enseignant(s) est/sont déplacé(s)
Le(s) enseignant(s) a/ont arrêté de travailler
Les écoles sont inaccessibles pour des raisons de sécurité
Il n'y a pas d'enseignant

-
-
-
-

0
0
0
0

Ecole primaire fonctionnelle endommagée



13%
82%

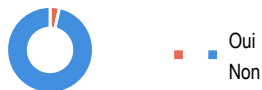
6
4

Raison de l'endommagement de l'école primaire

Raison de l'endommagement de l'école primaire	EM
Violences communautaires/désastre naturel	25%
Attaque par des personnes armées	0%
Raisons non-liées à des violences/désastre	75%

IC	Sévérité
3	
3	
0	

Ecole primaire fréquentée par des personnes armées (EM)



3%	-
92%	-

Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle ET Raison de l'indisponibilité d'une école ET Endommagement de l'école (EM)

Ecole fonctionnelle disponible	73%
Ecole fermée	0%
Ecole non fonctionnelle Car : occupée par des déplacés	0%
Ecole fonctionnelle Mais : endommagée pour des raisons non-liées à des violences ou un désastre naturel	9%
Ecole fonctionnelle Mais : endommagée suite à des violences communautaires ou un désastre naturel	3%
Pas d'école disponible (Trop loin / jamais eu d'école disponible)	10%
Ecole non fonctionnelle Car : endommagée / détruite pour des raisons non-liées à des violences ou un désastre naturel	0%
Ecole non fonctionnelle Car : endommagée / détruite suite à des violences communautaires ou un désastre naturel	1%
Ecole fonctionnelle Mais : endommagée suite à une attaque par des personnes armées	0%
Ecole non fonctionnelle Car : occupée par des personnes armées	0%
Ecole non fonctionnelle Car : endommagée / détruite suite à une attaque par des personnes armées	0%



Taux d'inscription à l'école primaire (EM)

Filles de 6 à 11 ans	33%
Garçons de 6 à 11 ans	43%
Filles de 12 à 17 ans	52%
Garçons de 12 à 17 ans	44%
Total	42%

Taux total >=70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; <= 15% = Sévérité 5



% total d'enfants en âge scolaire inscrits à l'école primaire (IC)

Après la crise	-	80%
Avant la crise	-	80%



Taux de fréquentation de l'école primaire (EM)

Filles de 6 à 11 ans	30%
Garçons de 6 à 11 ans	38%
Filles de 12 à 17 ans	32%
Garçons de 12 à 17 ans	40%
Total	35%

Taux total >=70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; <= 15% = Sévérité 5



% d'élèves inscrits fréquentant régulièrement l'école (IC)

Après la crise	80%
Avant la crise	75%



Raison principale de la non-scolarisation (EM)

Manque de moyens pour payer l'école		71%	-
Interruption suite à un déplacement		0%	-
Ecole n'accepte pas enfants déplacés		0%	-
Enfant a peur d'aller à l'école		0%	-
Enfant est perturbé (stress, trauma)		0%	-
Enfant jamais allé à l'école		0%	-
Autre		29%	-

Raison principale de la non-scolarisation (IC)

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	0	0
Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	3	0
Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, etc.)	0	0
Ils doivent travailler à la maison	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce/Mariage forcé	0	0
Grossesse précoce	0	1
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	1	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	2
Problèmes liés aux menstruations	0	0
L'école est trop loin	2	0
Autre	0	0

Taux de déscolarisation de l'école primaire (enfants n'allant plus à l'école depuis la crise) (EM)

	EM	IC	Sévérité
Filles de 6 à 11 ans		-	-
Garçons de 6 à 11 ans		-	-
Filles de 12 à 17 ans		-	-
Garçons de 12 à 17 ans		-	-
Total		-	-

Evolution du taux d'inscription à l'école primaire depuis la crise (IC)

- 0%

Evolution du taux de fréquentation scolaire depuis la crise (IC)

- 10%

Temps moyen depuis la déscolarisation (en semaines) (EM)

9 -

Ratio élèves / enseignants (IC)

Elèves pour 1 enseignants actuellement	57,5	
Elèves pour 1 enseignants avant la crise	58,5	

Ratio <= 45 élèves par enseignant = Sévérité 1; 46 - 55 = Sévérité 2; 56 - 70 = Sévérité 3; 71 - 85 = Sévérité 4; >= 86 = Sévérité 5

Disponibilité des enseignants

Le même nombre d'enseignants donne des cours actuellement qu'avant la crise	29%	-
Une partie des enseignants ont arrêté de donner des cours à cause de la crise	71%	-
La plupart des enseignants ont arrêté de donner des cours à cause de la crise	0%	-
Un nombre plus grand d'enseignants donnent des cours depuis la crise	0%	-

Lieu physique des classes primaires

Ecoles existantes	100%		
Espaces temporaires	0%	0	
Dehors/sous les arbres	0%	0	
Autre(Spécifier)	0%	0	

Analyse Éducation

Il existe des écoles primaires dans les localités de Bukombo, Karambi et Mudugudu. Cependant, les écoles secondaires n'existent qu'à Bukombo. La scolarisation est gratuite uniquement pour l'école primaire puisque la secondaire est payante. Depuis le début de la crise, 12% des enfants déplacés n'ont pas été rescolarisés.

Une grande majorité des écoles évaluées étaient fonctionnelles bien que certaines soient endommagées (15%). Malgré la présence d'établissements scolaires et d'enseignants (qui ont repris le service suite à la crise), le manque de moyen financier reste l'explication principale du faible taux de scolarisation (35%). Pour les établissements payants, à savoir les écoles secondaires, ces mêmes difficultés sont accentuées. Pour les difficultés en lien avec l'école primaire, il s'agit surtout du manque de moyens financiers pour payer les fournitures scolaires et ainsi assurer de bonnes conditions d'apprentissage. Il ne s'observe pas une saturation des écoles suite aux vagues de déplacement.

Concern recommande la réhabilitation des salles de classe, l'approvisionnement en matériels didactique et récréatif et la prise en charge de la scolarité des enfants pour les ménages les plus vulnérables, dont les parents n'arrivent pas à payer les frais scolaires. Cela concerne surtout les ménages autochtones les plus vulnérables et les ménages déplacés.

Conclusions générales et commentaires

L'ERM réalisée par Concern sur l'axe Bukombo-Katsiru pour l'alerte 4504 a relevé des besoins humanitaires alarmants, tout particulièrement dans le secteur de la sécurité alimentaire et, dans une moindre mesure en AME.

Les populations ont recours à de nombreuses stratégies d'adaptation négatives afin d'assurer leur survie. Au vu des affrontements en lien avec la crise du M23 dans le Rutshuru, et des opérations militaires en cours contre les rebelles, de nouvelles vagues de déplacement sont attendues au cours des prochaines semaines. Les déplacés actuels ne manifestent pas l'intention de retourner vers leurs localités de provenance au regard de la situation sécuritaire qui ne semble pas s'améliorer sur le court/moyen terme.

Au vu des résultats présentés dans ce rapport et des besoins prioritaires exprimés par les ménages lors des entretiens et dans les groupes de discussion, une assistance en vivres est prioritaire sur l'axe ciblé par l'évaluation. Une assistance AME et dans le secteur de la nutrition serait également pertinent selon les besoins ressortis dans cette évaluation.

Une réponse multisectorielle paraît être la plus appropriée afin de répondre à l'ensemble des besoins identifiés et exprimés par les personnes interrogées. Cette réponse pourrait être basée sur le marché, à condition de conduire un analyse complète puisque les 1ères données obtenues dans le cadre cette évaluation ne permettent pas de confirmer cette modalité d'assistance à travers des transferts monétaires en espèce ou en paiement mobile.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement le % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement le nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, avec plus de poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être le consensus (pondéré) des IC sur la proportion estimée de ménages en % se trouvant dans une des situations listées sur la gauche. Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Dans les cas où les réponses aux questions étaient à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
4. L'indice domestique de la faim (IDF/HHS) mesure la faim perçue en demandant la fréquence à laquelle un ménage a vécu trois expériences communément associées à la faim au cours des 30 derniers jours (absence de nourriture dans la maison, dormir affamé, passé une journée et une nuit entières sans manger). L'IDF est souvent utilisé comme indicateur indirect de la quantité de nourriture consommée. Les seuils et catégories utilisés pour l'analyse sont ceux utilisés pour l'IPC en RDC: 0-1 "peu ou pas de faim dans le ménage"; 2-3 "faim modérée dans le ménage"; 4-6 "faim importante dans le ménage."
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISS/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégés ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
7. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)
8. Ces résultats sont indicatifs seulement et non-représentatifs au niveau de la zone enquêtée comme il s'agit de réponses à des sous-questions auxquelles seules une partie limitée et non-représentative de l'échantillon total à répondu.

Tableau des mouvements de population

Seules les premières 100 lignes potentielles de données de mouvement de population sont incluses dans le tableau ci-dessous (la source est IC, GDC ou EM, dans cet ordre). Pour plus de détails, le cas échéant, voir l'onglet MDP de l'outil d'analyse ERM.

Localité	Statut	Province	Territoire	Zone de Santé de départ	Date déplacement	Raison	Nombre
Bukombo	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Rutshuru	20/10/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	735
Bukombo	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Rutshuru	20/10/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	700
Karambi	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Rutshuru	20/10/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	351
Karambi	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Rutshuru	20/10/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	351
Bukombo	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Rutshuru	20/10/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	342
Bukombo	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Rutshuru	20/10/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	957
Karambi	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Rutshuru	20/10/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	219
Mudugudu	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Rutshuru	20/10/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	200
Sisa	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Rutshuru	21/10/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	314
Kinyankuku	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Rutshuru	22/10/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	220